

Point presse de l'Union suisse des paysans du 17 mai 2018

## La Vue d'ensemble après traitement par la CER-N : état de la situation

*Exposé de M. Markus Ritter, Président de l'USP (le discours prononcé fait foi)*

Vous imaginez bien que ma fonction de président de l'Union suisse des paysans ne fait pas de ma vie un long fleuve tranquille. Certes, il m'arrive beaucoup de bonnes choses, mais je dois parfois aussi faire face à des situations un peu plus délicates. À n'en pas douter, le 1<sup>er</sup> novembre 2017 était un jour noir : c'est ce jour-là que le Conseil fédéral a présenté sa Vue d'ensemble sur l'agriculture et son développement, révélant ainsi son intention d'ouvrir les frontières pour faciliter l'importation de produits agricoles. Or, un mois plus tôt, les citoyens suisses venaient de plébisciter à 78 % le renforcement de la sécurité alimentaire et, partant, une production alimentaire indigène axée sur le marché.

Fin mars, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) s'est emparée du dossier. La majorité des membres ont soutenu notre point de vue en affirmant que cette Vue d'ensemble ne représentait pas une base pour le développement de la politique agricole. La Commission a demandé que le Conseil national se penche sur la question lors de sa session d'été et qu'il renvoie la Vue d'ensemble au Conseil fédéral. Le gouvernement doit réviser son rapport et en supprimer la composante internationale. Nous estimons que cette décision est juste. En effet, les accords de libre-échange doivent être présentés dans des messages distincts de ceux sur la politique agricole.

Par ailleurs, la CER-N a décidé que le nouvel article constitutionnel 104a devait impérativement être pris en compte dans le développement de la politique agricole, et qu'une analyse détaillée sur la politique agricole en cours depuis 2014 et sur les instruments utilisés dans le cadre des paiements directs devait être établie. Après tant de réformes, nos agricultrices et nos agriculteurs ne désirent plus que stabilité et sécurité de planification. En d'autres termes, tout durcissement supplémentaire doit être exclu au profit d'une simplification des procédures et des exigences, ainsi que de propositions de correction sensées.

Enfin, les membres de la Commission attendent du Conseil fédéral un calendrier pour tous les thèmes actuels ayant trait à l'agriculture, comme l'initiative pour des aliments équitables, l'initiative sur la souveraineté alimentaire ou l'initiative pour une eau potable propre. Ce calendrier devra être accompagné d'un aperçu des conséquences que l'acceptation de ces initiatives pourrait avoir sur la future politique agricole.

L'USP salue et soutient toutes les décisions prises par la CER-N. Il est grand temps que le Conseil fédéral prenne enfin au sérieux le mandat de la sécurité alimentaire et mette en œuvre les mesures de politique agricole adéquates pour renforcer la production indigène durable et respectueuse envers les animaux, et pour améliorer toutes les prestations d'intérêt général dépendant de cette production.